
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 20/2 (1993)

DOI: 10.11588/fr.1993.2.58311

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Edmund BURKE, Friedrich GENTZ, Über die Französische Revolution. Betrachtungen und Abhandlungen, hg. und mit einem Anhang versehen von Hermann KLENNER, Berlin (Akademie Verlag) 1991, 802 S. (Philosophiehistorische Texte).

Our antagonist is our helper, écrit Burke dans ses *Reflections on the Revolution in France* (1790). »Möge es so bleiben«, ajoute H. Klenner dans sa Préface au présent ouvrage (datée de 1987). Ce chercheur est-allemand suggère ainsi avec raison que le mouvement des idées n'est pas reflété par les seuls textes allant »dans le sens de l'histoire«. Il explique justement qu'il est d'abord le produit d'une confrontation: pour comprendre Rousseau, Fichte, Paine, Forster, il faut connaître aussi Bossuet, Rehberg, Burke, Gentz (p. 9). D'autre part, il ne faut pas se borner à cerner leur pensée dans le court terme, mais aussi savoir déceler quel en fut l'héritage, qui se concrétise selon Klenner par des »mots d'ordre« et des »stratégies d'argumentation«. Point n'est besoin d'être marxiste pour souligner la richesse de cette méthode, qui suppose que l'information est préalable à toute interprétation. La recherche (dans l'ex-RDA, mais aussi en RFA ou en France) avait déjà largement exploré le champ ensemencé par les partisans allemands de la Révolution française. La pensée de ses adversaires est beaucoup moins connue. La raison première en est simple: les textes sont rarement accessibles, sinon en bibliothèque. S'agissant de Gentz, qui fut en Allemagne l'un des introducteurs de Burke, la lacune était grave.

Du livre de Burke existent depuis plusieurs années des traductions modernes en allemand et en français. Mais celle de Gentz (publiée en 1793) est plus qu'une simple transposition: c'est une »adaptation« (et Gentz lui-même la présente comme telle), enrichie de copieuses notes qui constituent un véritable commentaire, lequel permet de déceler non seulement l'accord entre les deux pensées, mais aussi certaines divergences, déjà présentes dans la transposition proprement dite, et que signale Klenner. Gentz a ajouté un certain nombre de textes propres, réfléchissant sur les concepts de liberté politique et de moralité, sur la Déclaration des Droits, sur l'éducation nationale, ou réfutant l'apologie rédigée par Mackintosh, le tout suivi d'un index des écrits suscités par la Révolution et par le livre de Burke jusqu'au milieu de 1792.

C'est cet ensemble que restitue la présente édition. Klenner y ajoute un abondant appareil de notes (50 pages), qui expliquent des allusions aujourd'hui difficilement perceptibles, donnent les précisions historiques nécessaires, mais éclairent aussi le contexte des *Reflections* et de leur réception immédiate. Une chronologie détaillée (1729–1832) permet de replacer Burke et Gentz dans leur époque.

Klenner propose une bibliographie, surtout utile sur Burke et Gentz et la littérature qui leur est consacrée, ainsi que sur quelques contemporains. On notera quelques imprécisions: par exemple, Knigge n'est cité qu'à travers l'ouvrage publié (sans que cela soit mentionné) par Hedwig Voegt sous le titre »Der Traum des Herrn Brick« (2^e éd. 1974), lequel reproduit in extenso des œuvres du baron hanovrien dont les titres et les dates auraient dû être indiqués. La partie moderne présente par ailleurs quelques lacunes: par exemple, les travaux d'A. Ruiz et de M. Gilli manquent. Mais ces critiques ne sont pas bien graves. Tel quel, l'ouvrage permet pour la première fois d'aborder la pensée conservatrice qui naît en Allemagne à la fin du XVIII^e siècle comme un ensemble cohérent, et de la situer dans un débat à long terme.

L'auteur de cette édition s'engage lui-même dans ce débat, par un essai assez copieux sur »Burke, Gentz et la naissance du conservatisme bourgeois« (pp. 697–759). Revendiquant explicitement son appartenance à »la gauche« (p. 11), il entend montrer que Burke et Gentz ont jeté les bases d'un »conservatisme politique bourgeois« (p. 705) qui, selon lui, fêterait aujourd'hui des triomphes par trop bruyants et qu'il juge pour sa part passagers. En tout cas contraires à l'évolution nécessaire de l'Histoire. C'est là en effet le fond de la question: se référant constamment à »MEW« (Marx-Engels-Werke) et à Lénine, Klenner explique que Burke et Gentz ont voulu avant tout servir les adversaires de la Révolution afin d'empêcher l'aliénation de la propriété qui serait le résultat historiquement inévitable d'une prise de

pouvoir par le peuple, tant en Allemagne qu'en Angleterre. Le conservatisme de Burke est même qualifié d'«antisocialiste» (p. 704).

Il n'y a pas lieu de reprendre ici le détail de l'argumentation de Klenner. Elle a sa cohérence dans une méthode d'analyse parfaitement connue et dont il formule lui-même, après Hegel, le postulat: «La vérité ne devient effective qu'en tant que système contradictoire» (p. 736). Systématique, l'interprétation fournie ici l'est incontestablement. Contradictoire? Pas vraiment. Elle «contredit», mais elle ne discute pas. On peut adhérer à certaines conclusions de l'auteur: Burke et Gentz défendent effectivement les possédants; ils sont effectivement hostiles au progrès de la raison; ils ne plaident pas une cause aristocratique, mais bourgeoise; Burke attache à la religion une importance que Gentz lui dénie; ils ne pensent pas en philosophes, mais réagissent en politiciens. Mais ces affirmations sont plus souvent étayées par des références à la méthode et aux idéologues marxistes qu'aux textes mêmes. On aurait aimé que la pensée de Burke et de Gentz soit vraiment analysée, et non seulement dénoncée. De longues citations, rarement littérales, empruntées le plus souvent à la correspondance des deux hommes (en particulier de Burke), ne sauraient remplacer une discussion fondée sur les textes mêmes ici présentés. Et surtout, l'agressivité ironique de l'auteur n'est pas gratuite. Au-delà de Burke et de Gentz, on comprend qui est ici visé. L'allusion aux «ge'flick'te[n] Republiken», par exemple (p. 731), sera perçue par tout Allemand. Expliquons au lecteur français qu'il y a là un sous-entendu explicite qui renvoie au scandale Flick, que Klenner suggère comme exemple moderne d'une attitude déjà expérimentée par Burke et Gentz, et qui consiste à se faire payer ses services par le pouvoir. Plus généralement, on est mal à l'aise devant le rappel appuyé des avantages financiers que les deux hommes ont retirés de leurs écrits (on sait bien aujourd'hui que des intellectuels dociles peuvent être cajolés autrement qu'avec de l'argent). Quant à l'allusion à leurs «tendances homoérotiques» (p. 731), elle relève d'une conception de la critique que l'on croyait réservée à une époque (bourgeoise) révolue... Bref, il ne semble pas que seuls les conservateurs soient spécialistes de la «pensée ami/ennemi» (p. 735) et «inaptes au dialogue» (p. 758).

Pour le dire clairement: on aurait aimé que l'auteur de cette (remarquable) édition se batte seul avec la pensée de Burke et de Gentz. Projeter sur le passé les débats du présent est toujours dangereux pour la rigueur de l'interprétation. Aucun texte (surtout quand il s'agit de ceux-ci) n'est, certes, innocent. Et il se peut que, finalement, l'analyse de Klenner soit plus maladroite que fautive. Mais plier à tout prix les faits et les écrits à une théorie préalable, limite nécessairement les angles d'approche possibles. Or il en est un, que Klenner ne mentionne pas et qui est, précisément dans le cadre de débats actuels, particulièrement pertinent: celui du droit. Il se peut que Burke (emporté plus par la passion que par la haine) ait trop dénié à la Révolution toute référence au droit (après tout, les Constituants ont voulu jeter les bases d'un nouveau droit), et qu'il ait, en revanche, présenté avec mauvaise foi la réalité anglaise. Il est vrai aussi qu'il se trompe sur les causes de la Révolution. Il n'en reste pas moins que ses *Reflections* ont, très tôt, avec une intuition très sûre, tenté de mettre au jour les mécanismes par lesquels le fort peut broyer le faible, fût-ce avec les meilleures intentions du monde. Et cela est encore plus vrai de Gentz (aussi de Brandes, de Rehberg et de quelques autres). Et ici, l'influence de Humboldt semble bien être plus importante que Klenner ne le prétend (p. 729sq.). Burke n'est nullement le partisan d'une «souveraineté de l'arbitraire» (p. 712) – d'ailleurs, le pouvoir du roi absolu Louis XVI n'était pas (les historiens d'aujourd'hui le savent bien) arbitraire en soi: le roi respecte les lois fondamentales du royaume et il en est le garant. Ce sont les parlementaires qui ont détourné l'absolutisme et l'exerçaient contre le roi. Et le destin de la monarchie fut scellé dès lors que les parlementaires eurent réussi à le confisquer à leur profit. On sait aujourd'hui qu'il est plus facile de détruire que de construire, et que la violence, quelle que soit sa justification (qui peut être bien intentionnée) n'est rien d'autre que l'exercice de la force, et non du droit. Bien entendu, en affirmant cela, l'auteur de ce compte rendu n'a nullement l'intention de glorifier quelque forme de violence que ce soit – même (et surtout) pas celle,

d'où qu'elle vienne, qui abuse du mot »liberté«. Mais dire que »conservatisme« et »liberté« (d'ailleurs, pourquoi mettre sur le même plan une attitude et une aspiration? il y a là une faute de méthode) ne se comprennent qu'en fonction des »intérêts« qu'ils veulent servir (p. 758 sq.), c'est évacuer un peu vite les souffrances endurées par ceux que le triomphe d'une »liberté« autrement entendue a broyés.

Il serait inconvenant pourtant de terminer ce compte rendu sur une note désagréable. Toute interprétation est utile dès lors qu'elle suggère la confrontation, selon Klenner lui-même. C'est le second mérite de l'ouvrage. Le premier est de fournir très honnêtement au lecteur le matériau nécessaire à cette confrontation.

Pierre-André BOIS, Reims

Jean MEYER, André CORVISIER, Jean-Pierre POUSSOU, *La Révolution française*, Paris (Presses Universitaires de France) 1991, 1437 S. (»Peuples et Civilisations«, 1 et 2).

Dem Bicentenaire der Revolution von 1789 zu Ehren sind Hunderte von Schriften aller Art herausgekommen. In ihnen widerscheint der lange, heftige Streit über diese Revolution, der die Historiker immer wieder gegeneinander aufgebracht hat.

In ihrem umfangreichen Œuvre spüren Jean Meyer, André Corvisier und Jean-Pierre Poussou der Wirkung der Zweijahrhundertfeier nach. Sie fassen den Forschungsstand zusammen, sie wägen die vielfältigen Ansichten über die grande révolution gegeneinander ab, und sie weisen auf Forschungslücken oder Desiderata. Sie sehen weit in das 18. Jahrhundert zurück, in dessen Verlauf die absolute Monarchie erheblich an Durchschlagskraft, Frankreich an Ansehen in Europa verlor, in dem sich tiefgreifende Gegensätze allmählich zuspitzten und letzten Endes die Revolution auslösten. Hier in großen Zügen, da im einzelnen folgen die Verfasser dem Ereignislauf vom Sturm auf die Bastille am 14. Juli 1789 bis zur Verfassung von 1791, mit der die Konstituante ein großes Werk zum Abschluß brachte, vom Ausbruch des Krieges im April 1792 bis zum Sturz der Jakobiner im Juli 1794, die infolge ihrer selbstwilligen Art der Machtausübung, infolge der exzessiven Übersteigerung des Terrors in eine zunehmende Isolierung geraten waren. Sie wenden sich den Thermidorianern zu, die unter dem Directoire eine Republik formten, die auf das Werk der Konstituante und Legislative gründete, sie jedoch nicht zu befestigen vermochten und daher 1799 dem coup d'Etat Napoleon Bonapartes, der Tat jener erlagen, die einzig eine starke Regierung für fähig hielten, dem Ausland einen Frieden aufzuzwingen, rechte wie linke Gegner im Innern niederzuhalten und der Revolution ein Ende zu setzen. Nach wie vor steht eine Darstellung aus, darauf deuten die Verfasser hin, die die Geschichte des Directoire nicht auf die Feldzüge in Italien und Ägypten, nicht auf die zahlreichen Staatsstrieche einengt, sondern vorzugsweise der Struktur der Gesellschaft, dem Wirtschaftsleben, der Kultur im weitesten Sinne auf den Grund geht.

Die Verfasser geben nicht nur den Verlauf der Revolution wieder. Und sie gehen nicht nur auf Männer gleich Mirabeau, Danton und Robespierre ein, die allein in der Revolution ihre Talente, ihre Tatkraft und Selbstsucht, ihren Ehrgeiz und Geltungsdrang bis zum äußersten zu entfalten vermochten. In grands dossiers suchen sie zugleich herauszufinden, warum die Revolution nicht zum Stillstand kam, nachdem die Verfassung von 1791 verkündet worden war, warum die Revolution von 1792 bis 1794 – als ihr die Girondisten, sodann die Jakobiner vorangingen – eine Richtung nahm, die sie in die Irre führte, die den Absichten des Bürgertums zuwiderlief und das Ausland gegen Frankreich aufbrachte.

Als die Fehler, die am schwersten wogen, sehen die Verfasser mit Recht die Finanzpolitik der Konstituante, infolge deren die Assignaten fortlaufend an Wert verloren, und die Zivilverfassung des Klerus an, die die Geistlichkeit und die Nation spaltete, mehr noch aber die Kriegserklärung, die ohne zwingende Gründe im April 1792 an Österreich erging. Gestützt auf Georges Lefebvres bedeutende Schrift »La Grande Peur« aus dem Jahre 1932,